

Mettre les interactions entre les représentations identitaires et les enjeux objectifs au service de la nation et de la société

Merci aux organisateurs de m'avoir invité à cette journée d'études. En raison de contraintes de temps et de santé, je suis désolé de ne pouvoir bénéficier directement des échanges qui vont s'y dérouler. Je m'excuse aussi, pour les mêmes raisons, de limiter cet exposé par rapport à que j'aurais souhaité (1).

Je ne sais pas si le choix d'une date aussi symbolique que celle de l'indépendance pour la tenue de cette journée est un hasard ou non. Elle nous rappelle en tout cas que la vocation la meilleure pour les valeurs de l'amazighité, comme pour les autres valeurs, c'est de s'articuler à la réalité globale de la Nation, de contribuer par son apport et ses qualités propres à une dynamique nationale unitaire et démocratique, dans un processus de renforcement mutuel.

Dans cet esprit, les conditions existent-elles pour que notre journée d'études contribue à consolider les espoirs de sortir pacifiquement et démocratiquement de la crise où est enfoncée la Nation ? Il est difficile de le dire, car les multiples dimensions de cette crise n'ont cessé de s'imbriquer vers le pire. Vous connaissez la spirale maléfique qui s'est instaurée, attribuée faussement à la fatalité. Depuis longtemps chaque jour qui se lève sur nos drames voit s'affaiblir ou tuer les espoirs de la veille.

En fait, les possibilités de solution de nos contradictions dites « identitaires », vraies ou supposées, sont torpillées et polluées de façon récurrente par les rivalités et intrigues de pouvoir et d'intérêts. Ces rivalités, particulièrement dans les milieux dirigeants ou dominants, poussent à envenimer les contentieux classés dans la sphère de l'identitaire en les abordant dans l'absolu et pour eux-mêmes, sans prendre en compte à la hauteur des risques ainsi courus, les intérêts de la nation et de la société. Ainsi malmenées et détournées, les « identités » (entre guillemets) pervertissent et opacifient à leur tour les conflits normaux et légitimes de pouvoir et d'intérêts à tous les niveaux de l'échelle sociale, elles soulèvent des obstacles à leur régulation par des voies démocratiques et pacifiques.

Le cercle vicieux est aggravé par l'imbrication profonde avec le contexte international, puisque nous sommes confrontés en permanence aux diktats impitoyables d'un ultra-libéralisme mondial plus impérialiste que jamais, dont la logique structurelle est de tirer le profit maximum de nos impasses, auxquelles il contribue directement et indirectement.

Alors, n'y a-t-il pas d'issue ? Et s'il y en a une ou plusieurs, peut-on s'en rapprocher ?

J'aborderai certains aspects de nos réalités en les accompagnant de quelques remarques méthodologiques. Elles sont éclairantes dans la mesure où les travaux des chercheurs qui ont approfondi ce thème à travers le monde recoupent tout ce que nos expériences algériennes, dans leurs moments heureux ou dramatiques, nous ont permis de constater sur un demi-siècle, depuis la crise de 1949 jusqu'aux convulsions successives des quinze dernières années.

Les identités

Tout d'abord, qu'entend-on par identité, sentiment identitaire ? Ces termes ne renvoient pas à la réalité objective, mais à sa représentation dans les esprits et les cœurs. Plus exactement ils traduisent la perception individuelle ou collective qu'ont des êtres humains vivant en société, d'appartenir à une communauté dont certains repères particuliers (le plus souvent liés à la langue, à la religion, à l'appartenance tribale ou régionale etc) leur donnent le sentiment d'une appartenance commune et partagée. Ils ont la conviction plus ou moins forte que cette appartenance les rend différents des autres et qu'elle est plus propice aux solidarités protectrices que toute autre allégeance.

D'une communauté imaginée à une autre, les représentations sont souvent très divergentes, contradictoires, concurrentielles et même antagoniques, y compris lorsqu'elles se réfèrent toutes à des cadres et des contextes objectifs identiques ou peu différents, du point de vue territorial, historique, linguistique, religieux, psycho-culturel, socio-économique ou autres.

Il faut aussi dissiper une autre équivoque. On trouve dans l'usage courant, pour désigner la personnalité nationale ou la composante humaine de la Nation comme entité, des formules telles que identité nationale ou communauté nationale. Au sens strict et dans l'approche scientifique que nous recherchons, ces formulations rapides qui relèvent de la commodité de langage sont inadéquates et anachroniques. La Nation, l'Etat-nation et la personnalité nationale correspondent en effet à une qualité nouvelle qui transcende les identités et les mentalités communautaires qui les ont précédées ou qui leur restent plus ou moins sous-jacentes. Le principe de solidarité qui unit les composantes humaines de la nation est différent de celui qui cimente les solidarités à l'intérieur des identités communautaires. Les liens qui cimentent la nation diffèrent en principe du type de coexistence et de coopération qui régissait les relations au sein des groupes identitaires anciens ou entre des aires identitaires différentes.

La cohésion nationale qui s'instaure entre les ressortissants issus des composantes identitaires pré-nationales relève d'un nouveau type de relations qui ne tient pas aux seules identités originelles. Il ne s'agit plus d'un effet d'addition ou de juxtaposition, comme pourrait le laisser suggérer les formulations officielles quand elles énumèrent ce qu'elles appellent les « constantes » de la nation, un

terme par surcroît non approprié car il n'y a rien de plus évolutif que les valeurs visées par ces appellations. Dans la nation, le degré de cohésion n'est plus lié au seul passé, au désir de le restituer ou au besoin de le revivre, d'autant que nombre de ses caractéristiques, des modes de vie et de survie anciens ont soit disparu, soit se sont affaibli jusque dans le quotidien des nationaux les plus traditionalistes. Le degré de cohésion dans les conditions nouvelles est alors celui d'un nouveau consensus en renouvellement permanent. Il est fondé sur la conscience ou la prise de conscience des protagonistes nationaux qu'ils ont un intérêt réel à vivre un présent et un futur communs, construits désormais sur des intérêts, des valeurs, des pratiques et des mécanismes de régulation d'une citoyenneté en voie d'émergence plus ou moins laborieuse.

Valeurs et pratiques encore fragiles, car tout en cédant du terrain, les différences communautaires et les survivances du passé mettent à s'acclimater aux nouvelles conditions un temps et des modalités qui varient en fonction des satisfactions que les candidats citoyens trouvent ou non dans le processus national en cours.

La cohésion nouvelle de type national n'est donc pas acquise une fois pour toutes. Elle peut être confortée par le sentiment gratifiant des avantages acquis et la fierté partagée des succès remportés en commun dans des entreprises historiquement récentes de libération ou d'édification. L'inverse se produit quand ce capital s'épuise du fait de déboires lourds et prolongés qui sont alors imputés au nouvel Etat nation. D'où l'attrait, embelli par contraste, de ce qui est resté vivace dans les valeurs du passé, habilement entretenu par des intérêts économiques et des forces politiques qui comptent tirer avantage du désenchantement qu'ils font tout pour amplifier.

Démocratie et consensus national

La Démocratie (avec un grand D) favorise-t-elle, à partir d'une situation antérieure dominée par les identités communautaires, une transition fructueuse vers la consolidation du processus national ? On a souvent tendance à l'affirmer. C'est en partie vrai car l'émergence nationale s'accompagne d'une forte demande démocratique de la part de plusieurs catégories socio-politiques. Mais cela mérite d'être précisé, l'affirmation doit être soumise à inventaire sous peine de confusion.

Le consensus qui fonde la nation n'est pas identifiable en tout point et dans tous les cas à une adhésion démocratique. Tout dépend de la qualité et du contenu réel de ce qu'on qualifie de démocratique. Le nouveau vécu collectif est certes instauré au nom de la nation et de la république démocratique. Mais s'accompagne-t-il d'efforts et de pratiques égalitaires (je ne dis pas égalitaristes, c'est autre chose) ? Ou au contraire, en particulier dans le domaine social et du respect de la dignité humaine, aboutit-il ou non à creuser des fossés dans la

société, maintient-il, génère-t-il ou non l'exclusion de groupes entiers, surtout si ces derniers sont constitués sur la base d'affinités culturelles et d'identités traditionnelles? La situation peut devenir intolérable si, à tort ou à raison, de tels groupes se perçoivent minoritaires et fragilisés dans l'environnement national à cause de leur particularité culturelle. Même les pratiques de la démocratie formelle, à supposer qu'elle soit appliquée loyalement, est ressentie alors par eux comme une menace. Le consensus national fondé sur la conscience de certains intérêts communs entre majorité et minorité est alors le recours et la ressource la plus précieuse, je dirai même la seule ressource pour la sauvegarde de la nation et de la paix civile, Le régime le plus formellement démocratique ne peut se permettre sans risque grave de négliger ce souci.

La cohésion nationale est quelque chose qui se construit au jour le jour ou dans des circonstances exceptionnelles et non pas un thème qu'on soumet à la légère à referendum, à supposer d'ailleurs que le referendum soit un modèle infaillible de pratique démocratique. A moins qu'il s'agisse d'un referendum de confirmation et de consolidation du consensus si l'édifice national est en mesure de résister ou bien le prélude à des divorces à l'amiable dont toutes les parties auraient mesuré les prolongements avec esprit de responsabilité. Les problèmes naturels et légitimes que posent à la nation son arabité, son islamité, sa berbérité, son imprégnation historique par la francophonie, tous ces problèmes méritent d'être traités avec délicatesse et le souci réciproque des intéressés de respecter tout ce qui est respectable. La question nationale est aussi serrée et complexe qu'un nœud gordien, elle gagnerait à être dénouée avec beaucoup de discernement. Trop de pâles émules d'Alexandre le Grand ont prétendu lever le sabre comme lui pour trancher tout et n'importe quoi du haut de leurs petites certitudes. L'envergure de ces apprentis sorciers est certes disproportionnée à l'immensité de l'enjeu, néanmoins de telles arrogances et aveuglements sont plus dangereux pour l'Algérie que tous les séismes terrestres réunis, passés ou à venir.

Portée nationale de la reconnaissance de Tamazight

Aussi est-on soulagé lorsqu'une mesure particulièrement heureuse dans son principe et ses modalités survient après l'incohérence de décisions officielles désastreuses alternant avec l'absence de décisions opportunes que nous connaissons depuis des décennies. L'institutionnalisation récente de tamazight, autrement dit la reconnaissance d'une réalité, par un processus autre qu'un referendum, est un fait national d'importance après le cheminement interminable au bord du gouffre. La mesure aurait gagné à être saluée comme telle par tous ceux qui se disent et se sentent démocrates. Non pour encenser tel ou tel de nos honorables « décideurs » qui ont fini par s'y rallier, ni pour ignorer les raisons politiciennes qui ont poussé des négateurs acharnés de l'amazighité à souscrire quand même à ce pas en avant historique, ratifié par les représentants supposés

de toute la composante nationale. Une mesure doit être appréciée pour elle même et ce qu'elle apporte et pas seulement en fonction de l'appréciation qu'on a sur celui qui l'a prise. L'histoire nationale et internationale montre bien, et cela peut se comprendre, que souvent sous la pression des besoins réels et du mouvement socio-politique, les plus réticents à des décisions justes en leur principe finissent par s'y rallier par intérêt. Si je souligne l'importance de cette reconnaissance trop longtemps différée, c'est parce qu'elle est foncièrement liée à l'intérêt national, même si elle a été acquise dans le contexte des intrigues et des manigances habituelles de la petite histoire. Evitons donc de percevoir cet événement par le petit bout de la lorgnette.

L'important est que si la logique d'une telle évolution se maintient grâce aux actions convergentes des Algériens de tous les horizons patriotiques et démocratiques quelle que soit leur bannière identitaire, elle sera bénéfique aux nombreuses autres questions dans lesquelles patauge encore le pays

Encouragement à de nouvelles avancées

L'un des mérites de cette évolution est d'avoir fait la preuve que lorsqu'il s'agit d'objectifs vitaux pour la nation, les courants identitaires sont capables de trouver la voie et les formes de convergences bénéfiques à tous. Le consensus pour la reconnaissance du fait national amazigh a été une façon de secouer les incompréhensions et les passivités. Il a été une nouvelle occasion de vérifier que les luttes de masse de longue haleine et par des voies pacifiques finissent par payer et convaincre quand il s'agit de revendications légitimes, unitaires et nationalement acceptables. Il est possible d'inverser le cercle vicieux des interactions maléfiques entre les représentations identitaires et les enjeux objectifs, y compris ceux de pouvoir économique et politique, avoués ou inavoués, légitimes ou non. Il est possible, évidemment dans des conditions à créer, d'amorcer le cercle vertueux des interactions et des convergences bénéfiques sans qu'aucun des protagonistes ne perde son âme en s'enfonçant dans des entreprises sans avenir. Cela veut dire rendre leurs lettres de noblesse et leur légitimité aux luttes et enjeux politiques et sociaux abordés dans la plus grande transparence possible sous la pression de l'opinion. Mis sur les rails au service des intérêts et des besoins profonds de la société, les efforts « d'une classe politique » (encore un cliché et des guillemets) capable de relayer sans démagogie la pression populaire, peuvent se frayer une voie à travers le dédale des inévitables appétits et des courtes vues politiciennes.

Hors de cette voie, il n'y a que la spirale infernale de succès temporaires illusoires débouchant sur des lendemains amers. Des exemples ? Nous en sommes saturés sans que forcément les enseignements en aient été tirés. Le temps ne me permet pas d'en citer quelques uns qui ont vu en l'espace d'un demi-siècle comment des mouvements sociaux de grande importance et de grande

signification d'une part, ainsi que des mouvements politiques organisés d'autre part, n'ont su instaurer entre eux les articulations et les relais qui leur auraient permis d'être plus productifs pour l'unité dans la diversité, la stabilité et la prospérité nationales

Je reviens à la reconnaissance institutionnelle de tamazight. Au lieu d'être interprétée négativement en raison de ce qui reste encore à réaliser et satisfaire, elle gagnera au contraire à être appréhendée comme un jalon encourageant. Au delà de la cause culturelle amazigh, elle appelle à d'autres convergences autour d'autres chantiers nationaux potentiellement rassembleurs, prometteurs d'espoirs et de confiance mutuelle à construire. Seules ces convergences ramèneront à la raison ceux parmi les politiciens qui en restent à gérer avec acharnement les identités comme autant de fonds de commerce diviseurs.

Voici un exemple de ces chantiers encore en friche parmi d'autres. Le pays voit les talents et les vocations de nos enfants, milliers de Mozart en herbe, de futurs Ibn Khaldoun ou de graines d'Einstein, se perdre irrémédiablement dans les ghettos de la guerre algérienne des identités, qui ligote nos institutions éducatives et notre production culturelle. Pour ne pas se perdre, d'autres talents se résolvent à aller gonfler le capital culturel et scientifique des nations qui attirent les cerveaux des autres. Dans ces nations étrangères dont on critique souvent et à juste raison les agissements de leurs dirigeants, nous constatons que leurs têtes pensantes ou leurs milieux d'affaires, quand il s'agit de leurs intérêts, savent faire le tri entre le battage propagandiste et la réalité sans se laisser tromper par les sirènes du « choc des cultures et des civilisations ». Malgré des préjugés raciaux vivaces, ils ont appris à reprendre à leur compte l'ouverture vers les autres civilisations et cultures qui fit durant des siècles la splendeur et le rayonnement de la civilisation islamique dans toutes ses variantes linguistiques. Que faire donc pour arrêter l'atrophie et l'hémorragie, ou plutôt la peste plus ancienne que celle qui a montré son nez en Oranie, celle qui n'a pas attendu ce jour pour sévir dans nos esprits et frapper les Algériens sans distinguer entre arabophones, berbérophones et francisants (qui au niveau individuel sont souvent tout cela à la fois) ?

N'est il pas vrai que par mesure d'hygiène et d'assainissement, notre peuple dans tous ses horizons idéologiques a mieux à faire qu'à engager des combats don-quichottesques et en ordre dispersé contre des moulins à vent adverses qui nous cachent le vrai ennemi, celui du retard culturel et scientifique, de l'intolérance et de l'autisme largement partagés entre tous les courants. J'ai bien dit tous, même si en leur sein on peut observer des degrés divers.

Combattons en nous l'esprit de croisade

Ne gagnerait-on pas à mettre une sourdine aux anathèmes et croisades, ne

serait-il pas mieux de réserver nos énergies à l'élaboration d'alternatives constructives qui ne soient pas de plates et répétitives proclamations de foi idéologiques, des effets d'annonce dont notre jeunesse a soupé jusqu'à la nausée. J'ai en vue une réforme profonde et concrète de l'enseignement, du système éducatif et de l'incitation à la création culturelle, qui éviterait de s'enliser dans les misérables polémiques consistant à présenter les options linguistiques comme irrémédiablement opposées les unes aux autres. Sortir des ghettos insularistes est vital dans un monde où l'individu qui maîtrise plusieurs langues est capable à la fois d'honorer sa langue maternelle et d'ouvrir un champ beaucoup plus vaste et profond à son terreau originel. Pour ceux qui rivalisent de prétentions creuses à la supériorité des uns sur les autres, quand leurs querelles les font baigner un peu plus dans la médiocrité, ne serait-il pas plus fructueux que chacun se surpasse par un contenu reconnu des réalisations en tous domaines, pour que l'Algérie devienne champion toutes catégories et pas seulement en dénigrement et rabaissement de ses coéquipiers nationaux.

Au même titre que la promotion de tamazight par sa production culturelle et son ouverture et non pas seulement par des slogans, n'est-ce pas un chantier immense que celui d'une arabisation mieux conçue, mieux reliée à la vie et pas seulement aussi ostentatoire qu'hégémoniste ? N'est-il pas de l'intérêt de la nation et de tous les nationaux de s'ouvrir aux langues et cultures universelles dont la française au lieu de s'en tenir à d'hypocrites distanciations ? En un mot, l'objectif « hallal » pour tous, aussi bon pour ed-dounia que pour al-akhira, n'est-il pas que les Algériens puissent s'exprimer, produire et se réaliser dans tous les créneaux linguistiques que la vie leur désigne comme les plus sensibles, les plus attrayants et les plus performants, grâce auxquels nous pourrions être tous gagnants par enrichissement mutuel ?

Où placer notre honneur et notre intelligence ?

Que dire pour conclure cette diatribe plutôt passionnée ? A mon sens, on ne peut envisager de sortie viable et durable du cercle vicieux de la crise actuelle sans avoir en théorie comme en pratique une vision adéquate des rapports entre : d'une part les représentations identitaires, avec le retentissement positif ou négatif de leurs impacts subjectifs, et d'autre part les enjeux et rivalités de pouvoir et d'intérêts multiples, qui eux sont du domaine du concret, du mesurable, du contrôlable, bien qu'ils soient souvent occultés et déformés.

Ces deux volets sont à examiner non pas isolément mais dans leurs interactions et leurs interférences, le plus souvent camouflées derrière de nombreux mécanismes de brouillage idéologiques et politiques.

L'histoire et la géopolitique confirment que les représentations jouent un rôle énorme y compris quand elles se nourrissent d'une image déformée des réalités

objectives. Les identités comme l'a dit à juste raison Amine Malouf, peuvent devenir meurtrières. Les exemples ne manquent pas, toutes les fois qu'on n'a pas cherché à clarifier, désamorcer et exorciser la nature subjective des représentations susceptibles d'entretenir la haine et la division, chaque fois qu'on n'a pas essayé d'aiguiller ces aspects subjectifs vers la construction de conditions viables d'existence et de coexistence, objectifs pourtant proclamés dans les camps politiques opposés. Car à l'inverse, l'histoire l'a aussi montré, les sentiments identitaires ont pu dans des conditions données, être mobilisateurs et rassembleurs pour de justes et nobles causes de libération ou d'édification, correspondant à des besoins et des intérêts économiques, sociaux, politico-culturels et nationaux légitimes. C'est autour de ces intérêts communs concrets que doit être menée la résistance aux dérives maléfiques pour tous. C'est pourquoi à la formulation de Amine Malouf, je préfère celle plus globale et plus fondamentale de Jean François Bayart qui parle des « illusions identitaires » ce qui n'enlève rien à leur importance mais les situe par rapport aux enjeux réels, avoués ou inavoués.

Il est important que les approches identitaires, qui font partie de la configuration réelle de l'arène politique et géopolitique, ne deviennent pas les jouets inconscients ou les instruments conscients des dérives auxquelles leur nature subjective les rend plus vulnérables. Il est important qu'elles ne restent pas prisonnières de leurs mythes fondateurs aussi honorables soient-ils. Il est important qu'elles fassent un atterrissage réussi quand elles descendent sur le terrain concret des enjeux économiques, sociaux et politiques, car c'est la garantie d'une meilleure solution de ces problèmes. Cela ne se fera pas par de simples exhortations vertueuses et morales, mais par la promotion des efforts rassembleurs pour les objectifs palpables qui le méritent. Permettez moi de penser et je suis sûr que vous le pensez aussi : quelle prétention pour nous de bâtir des mondes idéaux, si nous ne sommes pas encore capables de nous unir pour dégager devant nos portes les montagnes d'ordures qui empuantissent notre vie et nos visions au propre et au figuré.

Ce devrait être à mon avis la tâche de tous ceux, quelle que soit leur place dans les institutions, les formations politiques, le culte, les medias et activités culturelles, les associations qui oeuvrent à éveiller et promouvoir une société civile, d'instaurer des débats dénués d'agressivité envers les approches identitaires jugées réciproquement comme non authentiques. La seule authenticité qui vaille doit être mesurée au critère de ce qu'elle apporte au mieux être et à la dignité individuelle et collective.

Avant de terminer, je voudrais dire à quel point m'ont réconforté les évolutions dans ce sens telles que je les ai perçues dans les opinions plus nuancées et réalistes d'hommes politiques avec qui nous avons eu lors de la crise de 1949 des désaccords. Il est souhaitable de continuer à en débattre dans le souci constructif

de mieux éclairer l'avenir à la lumière de nos expériences respectives. J'ai été d'autant plus désolé, voire écoeuré, des approches inqualifiables par lesquelles certains croient spectaculairement apporter leur vérité sur un événement aussi important que le congrès de la Soummam de 1956.

Si la vérité est le souci commun et non pas celui d'aggraver nos malheurs présents en jetant de l'huile sur le feu des absurdes affrontements identitaires pour des enjeux politiques de court terme, je voudrais suggérer une procédure plus responsable et plus gratifiante pour le prestige des protagonistes. Avant de lancer le genre de proclamations qui ont fait tant de mal dans le passé, pourquoi d'abord ne pas mettre ensemble en place une commission composée de façon consensuelle avec des spécialistes et des personnalités choisies d'un commun accord et qui s'engagent à travailler selon des méthodes historiennes rigoureuses sur les documents et témoignages ? Et sur la base de leurs travaux suffisamment diffusés, que chacun émette alors toutes les opinions qu'il voudra exprimer. Nos jeunes générations seront alors mieux à même d'en tirer profit en toute connaissance cause.

Cela voudrait dire alors, chers amis, que l'Algérie aura fait un nouveau pas pour rompre avec « ennif wel khçara », et quelle s'engage enfin dans « ennif wal fehama » !

Merci

Sadek Hadjerès

Pour la journée d'études : « L'algérianité entre projet national et revendication(s) identitaire(s) : (organisée par le HCA, 3 juillet 2006)

Note:

(1) Dans le vaste thème qui nous est proposé, je comptais aborder, en prenant le temps de les condenser, plusieurs problématiques pour les mettre en rapport avec les deux grands volets de la brochure de 1949. Je comptais, dans cette mise en perspective globale, insister particulièrement sur le deuxième volet, celui de la dynamique que peut et devrait insuffler à la question nationale une orientation démocratique et révolutionnaire. Je m'en tiens donc pour l'essentiel à un seul des axes que notre document doctrinal avait alors mis en valeur dans son premier volet, celui des facteurs subjectifs qui entourent la prise de conscience du cadre national émergent. J'avais indiqué en Décembre 2001 que ce premier volet ne faisait que planter le décor. Dans la vie, ce décor statique est animé, positivement ou négativement, par les orientations dominantes dans la sphère des enjeux objectifs. C'est l'ensemble représentations et enjeux qui peut fonder et consolider la dialectique de l'unité dans la diversité. Je ne doute pas que le débat comblera la

place insuffisante que j'ai accordée au deuxième volet.